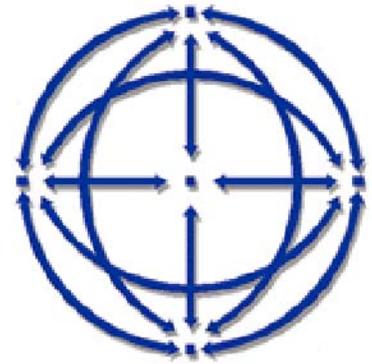




N° 13-016-XIF au catalogue

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Signes conventionnels

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Novembre 2007

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 3, n° 2
ISSN 1715-071X

Périodicité : semestriel

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux et document analytique Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-213-DDB, 13-213-XDB
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026, 381-0012 à 381-0014, 386-0002
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-XCB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF
Comptes canadiens de productivité - données	15-003-XIF

Comptes économiques canadiens

Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB national en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006.
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et documents analytiques :	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB

PIB national par industrie

Tableaux CANSIM	379-0027, 381-0009 à 381-0011, 0381-0014
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Table des matières

Aperçu	4
Faits saillants par province	7
Terre-Neuve-et-Labrador	7
Île-du-Prince-Édouard	8
Nouvelle-Écosse	9
Nouveau-Brunswick	10
Québec	11
Ontario	12
Manitoba	13
Saskatchewan	14
Alberta	15
Colombie-Britannique	16
Yukon	17
Territoires du Nord-Ouest	18
Nunavut	19
À propos de cette publication	34
Politique de révision	34
Révisions dans cette édition	34
À propos de : Comptes économiques provinciaux	35

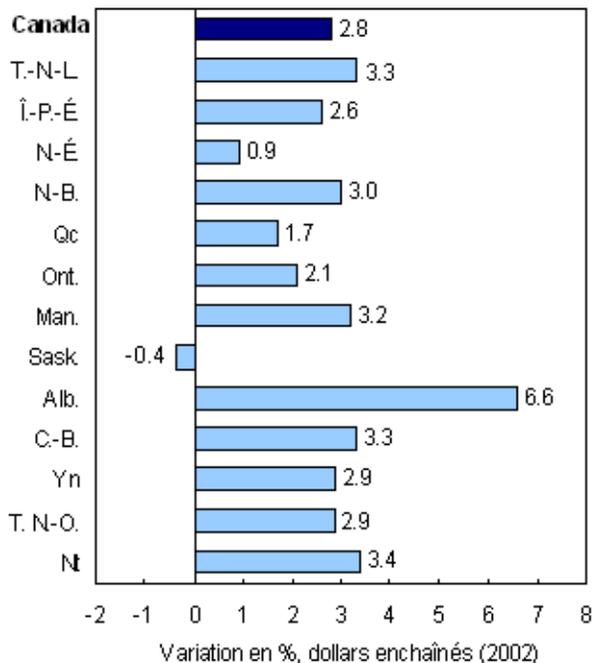
Aperçu

Estimations 2006

L'Alberta a encore une fois mené la marche au pays en ce qui a trait à la croissance en 2006, continuant de profiter de l'essor de son secteur pétrolier, dont les effets ont été ressentis dans l'ensemble de son économie.

La croissance économique a été généralisée, plusieurs provinces de l'Ouest, ainsi que deux des quatre provinces de l'Atlantique ayant enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale.

Graphique 1-a Produit intérieur brut réel, 2006



Au niveau national, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,8 % en 2006, soit un rythme légèrement inférieur à celui de 3,1 % enregistré en 2005. La production de services a généralement dépassé la production de biens.

Le taux de croissance de 6,6 % enregistré en Alberta est le plus élevé des 13 provinces et territoires. L'investissement soutenu dans l'industrie pétrolière en Alberta a eu des répercussions dans tous les secteurs de cette province.

Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et le Nunavut ont tiré parti de la production accrue de leurs industries minières. Les bonnes conditions de récolte et l'effervescence du secteur de la construction ont fait en sorte que la croissance économique a été supérieure à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba.

La Colombie-Britannique, le Québec et l'Ontario ont profité de la vigueur du commerce de gros et de détail. L'effet a toutefois été amoindri dans les provinces du centre du Canada par la faiblesse du secteur de la fabrication.

En Saskatchewan et en Nouvelle-Écosse, l'extraction minière, ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz, ont connu des revers qui ont maintenu la croissance de ces provinces à un niveau inférieur à la moyenne nationale. La Saskatchewan a en outre subi les contrecoups de la faiblesse des récoltes en 2006 et a été la seule province à enregistrer une baisse de son PIB.

La construction a joué un rôle important dans le Nord, la croissance au Yukon ayant été ralentie par une baisse des activités à ce chapitre, tandis que celle dans les Territoires du Nord-Ouest a rebondi.

Entre 2003 et 2006, la majeure partie de la croissance a eu lieu dans l'Ouest du Canada; la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique venant en tête. Les provinces et les territoires qui ont connu la croissance la plus forte au cours de cette période ont généralement profité de la reprise dans les industries primaires, comme l'agriculture, les mines et l'extraction de pétrole et de gaz.

Les taux de croissance du PIB réel dans les provinces et les territoires ont été révisés pour la période de 2003 à 2006. Dans l'ensemble, le tableau de la croissance économique est demeuré le même. Les taux de croissance pour 2006 ont été révisés à la hausse dans cinq provinces et territoires : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Ontario et Territoires du Nord-Ouest. Les taux de croissance en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Nunavut ont été révisés à la baisse, tandis que le taux de croissance est demeuré inchangé au Québec et au Yukon.

Les prix des produits de base continuent de stimuler les économies de l'Ouest du Canada

L'Alberta a mené la marche au pays en ce qui a trait à la croissance économique pour une troisième année consécutive. Les prix élevés du pétrole ont accéléré l'investissement dans le secteur pétrolier. Les répercussions économiques de l'exploitation des sables bitumineux dans le Nord de l'Alberta se sont fait sentir partout dans la province. Un afflux de travailleurs a eu un effet à la hausse sur le revenu personnel et a entraîné un accroissement de la demande de maisons neuves et autres biens et services. La construction a maintenu son rythme effréné.

La Colombie-Britannique a aussi profité d'un essor du secteur de la construction, même si la croissance de l'activité économique globale a ralenti pour s'établir à 3,3 %. La forte croissance démographique et les projets liés aux prochains Jeux olympiques ont alimenté l'investissement à ce chapitre. En 2006, les industries de services, comme le commerce de détail et le commerce de gros, ainsi que les services financiers, ont contribué de façon importante à la croissance économique.

La vigueur du secteur de la construction a fait en sorte que la croissance économique a été de 3,2 % au Manitoba, un niveau supérieur à la moyenne nationale pour la première fois depuis 1998. Une augmentation de la production d'hydroélectricité en 2005 et de bonnes récoltes en 2006, combinées à un investissement accru dans la construction résidentielle et non résidentielle, ont fait progresser l'économie du Manitoba.

Après trois années de croissance soutenue, l'économie de la Saskatchewan a reculé de 0,4 % en 2006. De modestes récoltes, ainsi que le repli de plusieurs industries minières clés, ont contribué à la baisse. Toutefois, du fait des prix élevés des produits de base, les niveaux de revenu sont demeurés relativement élevés, en 2006.

La demande intérieure soutient l'économie du centre du Canada

Le commerce de gros et le commerce de détail ont continué de soutenir les économies de l'Ontario et du Québec, les niveaux de revenu étant demeurés élevés. L'investissement des entreprises, particulièrement en Ontario, a aussi continué à alimenter l'économie.

Malgré cela, les taux de croissance au Québec et en Ontario sont demeurés inférieurs à la moyenne nationale au cours des quatre dernières années. L'économie a progressé de 2,1 % en Ontario en 2006 et de 1,7 % au Québec.

Les économies du Québec et de l'Ontario ont été affectées par la hausse du dollar canadien et un ralentissement de la demande américaine. En Ontario, la fabrication, un secteur léthargique depuis les quatre dernières années, a connu un recul marqué en 2006, les fabricants de véhicules automobiles ayant été durement touchés par une réduction de la demande à l'exportation.

Reprise de l'activité économique dans l'Est du Canada

Après deux années de croissance inférieure à la moyenne, deux des quatre provinces de l'Est ont connu une croissance supérieure à la moyenne nationale en 2006.

L'activité économique a fait un bond de 3,3 % à Terre-Neuve-et-Labrador, après avoir stagné en 2005. La première année complète de production à la mine de nickel de Voisey's Bay et le champ pétrolifère White Rose ont contribué à cette progression.

Le Nouveau-Brunswick a aussi vu sa situation économique s'améliorer en 2006 (+3,0 %). Après deux années de faible croissance, les gains réalisés dans les secteurs de la fabrication, de l'exploitation forestière et de la construction ont stimulé l'économie de la province. L'investissement en construction non résidentielle a été particulièrement élevé.

La hausse de 2,6 % enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard a été alimentée par une bonne récolte de pommes de terre et par la vigueur renouvelée du secteur de la construction. Les exportations ont aussi progressé, contribuant à une hausse des bénéfices des sociétés.

La Nouvelle-Écosse est l'une des deux provinces de l'Est à avoir tiré de l'arrière par rapport à la moyenne nationale en 2006 (+0,9 %). Un mouvement marqué à la hausse dans l'investissement en construction a été neutralisé par une baisse dans la plupart des industries productrices de biens primaires, y compris la production de gaz naturel. Les exportations ont diminué en 2006, par suite de cette production plus faible.

Rôle important de la construction dans les économies des territoires

Des projets de construction importants ont joué un rôle majeur dans les économies des territoires au cours des dernières années.

En 2006, le Nunavut a profité de l'activité économique de la mine de diamants Jericho. Son économie a progressé de 3,4 % en 2006, après avoir été en baisse (-0,2 %) en 2005.

Au Yukon, une baisse de l'activité dans le secteur de la construction en 2006, après deux années de hausses marquées, a eu pour effet de ralentir la croissance. L'économie du Yukon a progressé de 2,9 % en 2006, comparativement à 3,9 % en 2005.

Les Territoires du Nord-Ouest ont connu des variations importantes de leur croissance au cours des dernières années. Des hausses substantielles de l'investissement dans la construction de 2004 à 2006 ont stimulé la croissance économique. Celle-ci a été de 2,9 % en 2006, marquant une reprise après une baisse considérable (-2,5 %) en 2005.

Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques fondées sur les dépenses et sur les industries (p. ex., les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) ont été calculées à partir de mesures de volume, c'est-à-dire corrigées en fonction des variations de prix.

Les variations en pourcentage des statistiques fondées sur les revenus (p. ex., le revenu du travail, les bénéfices des entreprises et les revenus agricoles) ont été calculées à partir de mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées en fonction des variations de prix.

Re-référencement des Comptes économiques canadiens

Le présent communiqué concernant les comptes économiques provinciaux et territoriaux constitue une mise à jour des estimations parues dans Le Quotidien, le 25 avril 2007.

Le présent communiqué est fondé sur des sources de données et des méthodes mises à jour et inclut les derniers repères des tableaux d'entrées-sorties (données révisées pour 2003 et données provisoires pour 2004, également diffusées aujourd'hui), les révisions aux Comptes nationaux des revenus et dépenses diffusées le 31 mai 2007, ainsi que les révisions du produit intérieur brut (PIB) national par industrie diffusées le 31 octobre 2007.

Parmi les autres éléments intégrés dans les mises à jour figurent le changement d'année de référence pour les estimations de volume à 2002 et la conversion du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 1997 au SCIAN de 2002 pour les statistiques du PIB par industrie.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à iead-info-dcrd@statcan.ca. On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie (numéro 13-605-XIF au catalogue).

Faits saillants par province

Terre-Neuve-et-Labrador

Reprise axée sur les exportations

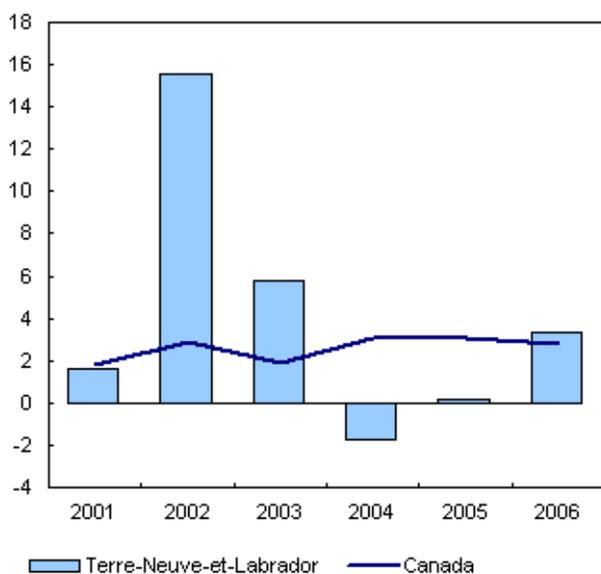
L'activité économique à Terre-Neuve-et-Labrador s'est raffermie de façon substantielle en 2006, augmentant de 3,3 %, après une année terne en 2005 et un repli en 2004. La première année complète de production à la mine de nickel de Voisey's Bay et le champ pétrolifère White Rose ont contribué à cette progression. Les exportations ont rendu compte de cette hausse de la production, progressant de 5,3 %, après deux années de baisses.

Les prix élevés des produits de base ont continué d'alimenter les bénéficiaires, qui ont connu une croissance à deux chiffres au cours des cinq dernières années. Néanmoins, l'investissement des entreprises s'est replié en 2006, après trois années de hausses marquées. C'est la baisse de l'investissement en machines et matériel qui a contribué principalement à ce repli.

Une contribution ponctuelle aux régimes de retraite a fait augmenter le revenu du travail de 29 % en 2006. Du fait du raffermissement du marché du travail, la hausse du revenu du travail a été de 4,5 %, même lorsque l'on exclut cette contribution. Cela a mené à une accélération des dépenses à la consommation, qui ont contribué à alimenter la demande intérieure, en dépit de l'érosion continue du bassin de population de la province.

Graphique 2-a Le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Île-du-Prince-Édouard

Progrès économiques en 2006

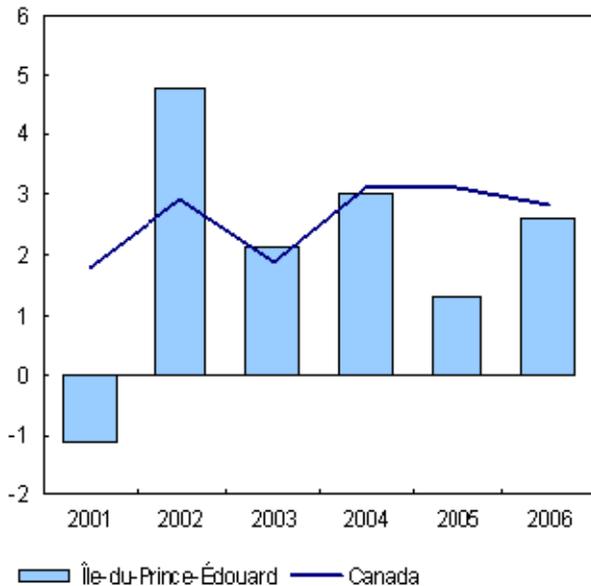
L'activité économique s'est raffermie en 2006, le PIB réel ayant progressé de 2,6 %, après une année terne en 2005. L'activité accrue du secteur agricole (+6,9 %) a contribué à la croissance économique, la production de cultures ayant rebondi. L'industrie de la pêche a aussi connu une reprise marquée en 2006. Cela a contribué à alimenter les exportations (+3,4 %) et à soutenir les bénéfices des entreprises (+15 %), en dépit d'une baisse dans le secteur de la fabrication.

Malgré le recul de la construction résidentielle, le secteur de la construction dans son ensemble a affiché des hausses, du fait de la vigueur de plusieurs grands projets commerciaux.

Les dépenses personnelles ont continué de progresser à un bon rythme (+2,5 %) en 2006.

Graphique 3-a Le PIB de l'Île-du-Prince-Édouard

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



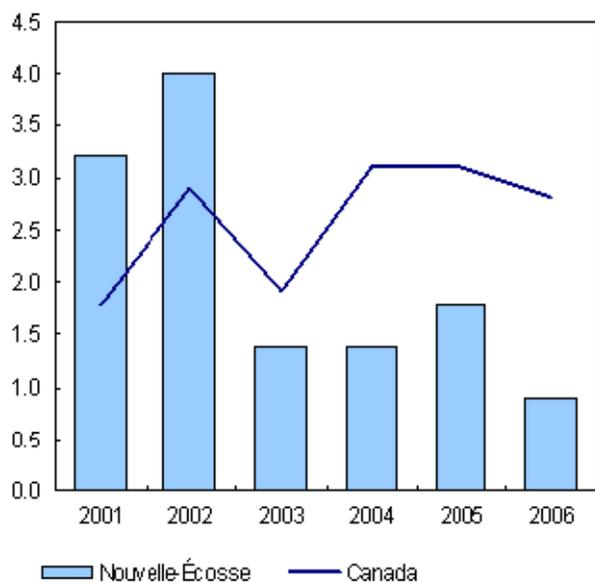
Nouvelle-Écosse

La construction non résidentielle maintient l'économie à flot

La production plus faible de gaz naturel en 2006 a entraîné un ralentissement de la croissance en Nouvelle-Écosse, celle-ci s'établissant à 0,9 % en 2006. L'économie de la Nouvelle-Écosse a connu une croissance inférieure à la moyenne nationale au cours des quatre dernières années.

Graphique 4-a Le PIB de la Nouvelle-Écosse

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les bénéfices des sociétés (-14 %) et les exportations (-3,3 %) ont diminué en 2006, après plusieurs années de hausses. Un repli de la production dans le secteur de la fabrication et dans le secteur forestier a accentué davantage la baisse découlant de la production de pétrole et de gaz.

L'investissement des entreprises dans la construction non résidentielle a rebondi de façon importante (+23 %) en 2006, après deux années de baisses, et la construction résidentielle est demeurée vigoureuse, contribuant à la vigueur de l'ensemble du secteur de la construction.

Le commerce de détail a progressé de 4,5 %, du fait des dépenses accélérées de consommation en 2006, ce qui a contribué à une baisse de l'épargne personnelle dans la province.

Nouveau-Brunswick

Reprise économique attribuable à la fabrication de papier et à la construction

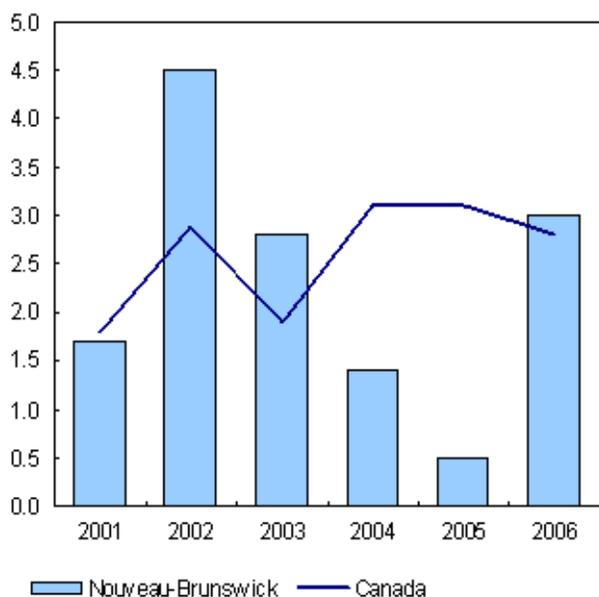
L'économie du Nouveau-Brunswick a repris de la vigueur en 2006, le PIB réel ayant progressé de 3,0 %, après une hausse de 0,5 % en 2005. Une reprise marquée dans l'industrie de la fabrication de papier et dans celle des forêts a contribué principalement à cette croissance renouvelée.

L'industrie de la construction a accéléré en 2006 (+13 %), dans la foulée d'une hausse plus faible en 2005 et d'un recul en 2004. La construction non résidentielle a été particulièrement robuste, plusieurs mégaprojets ayant fait augmenter l'investissement.

Les hausses au chapitre de l'emploi et du revenu du travail au cours des dernières années ont alimenté les dépenses personnelles. L'activité économique accrue a aussi entraîné un rebond des bénéfices des sociétés en 2006 (+17 %).

Graphique 5-a Le PIB du Nouveau-Brunswick

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Québec

Croissance lente, mais constante

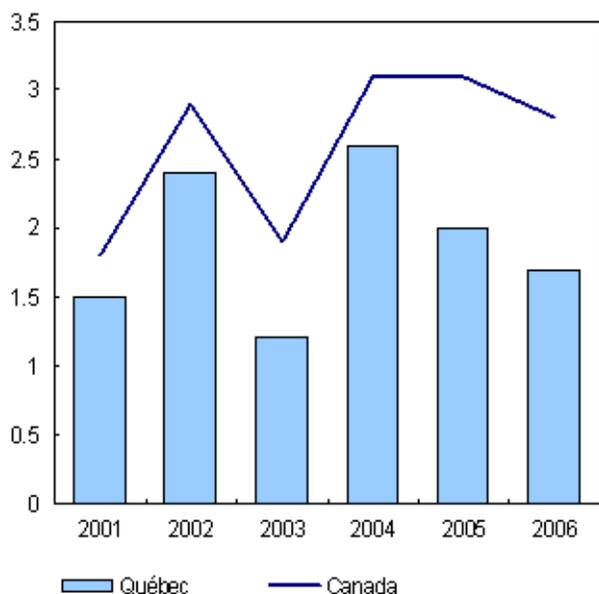
Le PIB réel a continué d'augmenter à un rythme moins marqué au Québec en 2006 (+1,7 %). Même si elle a été relativement stable, la croissance a été inférieure à la moyenne nationale au cours des quatre dernières années, l'activité dans le secteur de la fabrication de la province ayant diminué. L'économie diversifiée de la province a joué un rôle de soutien, en dépit des pressions exercées par le dollar canadien plus élevé et un affaiblissement de la demande américaine.

La croissance constante des dépenses personnelles, de l'ordre de 3 % au cours des cinq dernières années, a alimenté le commerce de détail et le commerce de gros.

L'investissement des entreprises a progressé en 2006, après une baisse en 2005. Cela a entraîné une hausse de 3,6 % dans le secteur de la construction. La construction résidentielle a reculé légèrement pour une deuxième année, après des hausses marquées les années précédentes.

Graphique 6-a Le PIB du Québec

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Ontario

Ralentissement de l'économie en raison de la fabrication

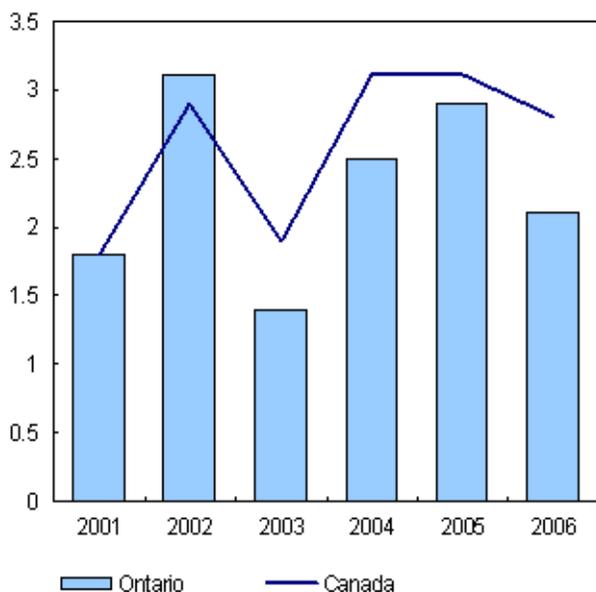
L'économie de l'Ontario a continué de ralentir en 2006, progressant de 2,1 %, soit un niveau inférieur à l'économie nationale. Une baisse dans le secteur de la fabrication, et plus particulièrement la fabrication de véhicules automobiles et les industries connexes, a atténué la croissance. Les exportations ont diminué légèrement, après deux années de hausses. L'augmentation des prix de l'énergie et la vigueur du dollar canadien ont contribué ensemble au recul dans le secteur de la fabrication.

L'activité dans le secteur de la construction est demeurée vigoureuse dans la province, en raison des hausses récentes. L'investissement en construction non résidentielle (+10 %) a été particulièrement ferme, tandis que la construction résidentielle a augmenté à un rythme plus lent.

Le commerce de détail, comme la plupart des autres industries de services, a contribué à stabiliser l'économie. Les dépenses personnelles ont augmenté de 3,5 % en 2006, dans la foulée d'une série de hausses supérieures à 3 %.

Graphique 7-a Le PIB de l'Ontario

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Manitoba

L'économie tire parti de la construction

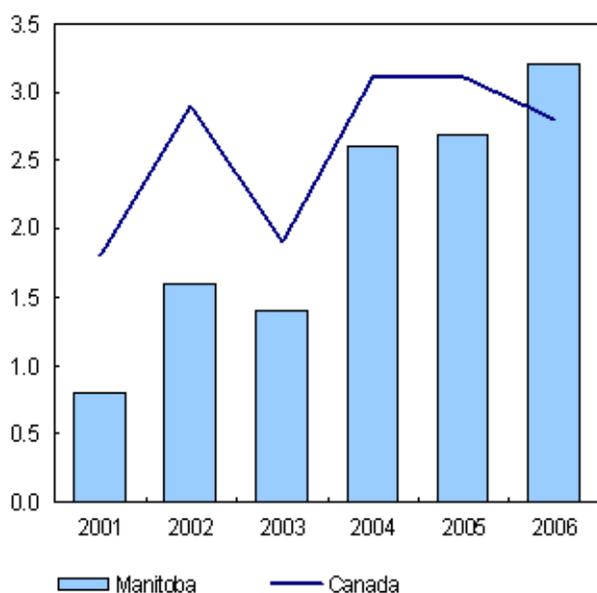
L'activité économique au Manitoba a progressé de 3,2 % en 2006, dépassant l'économie nationale pour la première fois depuis 1998. Les hausses ont été principalement le fait de l'industrie de la construction, qui a connu deux années robustes de croissance en 2005 et 2006. L'investissement en construction non résidentielle a augmenté de 36 % en 2006, en raison de la vigueur de plusieurs grands projets.

Les industries primaires ont aussi progressé en 2006, la production de récoltes ayant rebondi après un repli en 2005, et l'activité pétrolière et gazière étant en hausse marquée par rapport aux années précédentes.

Le commerce de détail est demeuré vigoureux, alimenté par les augmentations de revenu découlant du marché du travail serré. L'activité dans le secteur de la fabrication a connu une hausse légère en 2006, tandis que les bénéfices des entreprises ont augmenté de façon marquée, soit de 33 %.

Graphique 8-a Le PIB du Manitoba

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Saskatchewan

Les industries primaires ralentissent l'économie

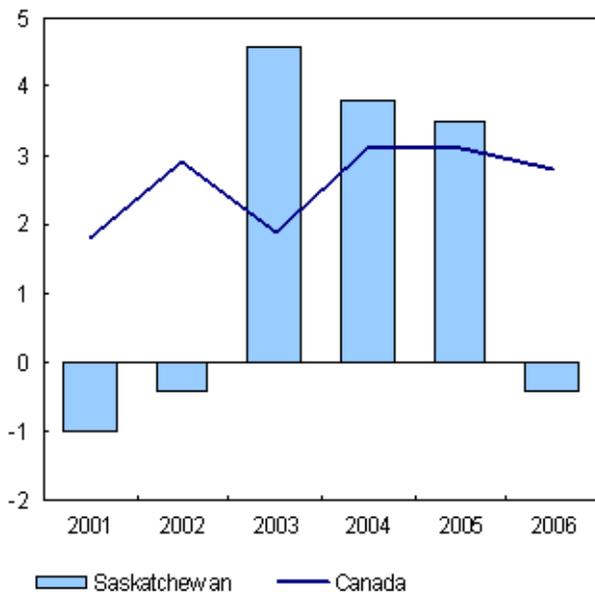
Après trois années de croissance soutenue, l'activité économique de la Saskatchewan s'est repliée (-0,4 %). Il s'agit de la seule province au Canada à avoir connu une baisse en 2006. La production agricole plus faible et l'activité minière réduite ont été les principales raisons du recul.

Contrairement aux revenus agricoles, les gains sont demeurés généralement importants dans le reste de l'économie. Le revenu du travail a progressé de 6,9 %, en raison des hausses considérables de l'emploi. La production au détail et les dépenses de consommation ont aussi augmenté, alimentées par ces hausses.

Les prix plus élevés des produits de base, ainsi que la stabilité de l'industrie de la fabrication, ont permis aux bénéficiaires des sociétés de poursuivre leur hausse, augmentant de 9,4 % en 2006, ce qui constitue toutefois un rythme passablement plus faible par rapport aux augmentations marquées enregistrées les deux années précédentes. L'investissement des entreprises en machines et matériel a fait un bond de 25 % en 2006 et s'est concentré dans le secteur minier.

Graphique 9-a Le PIB de Saskatchewan

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Alberta

Raffermissement de l'activité économique

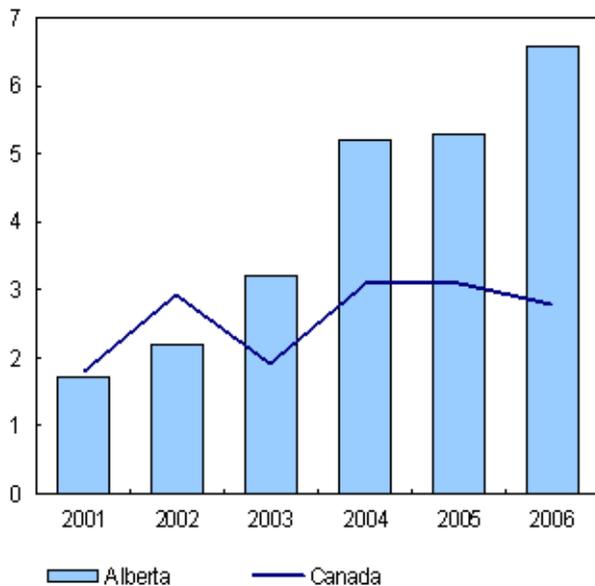
L'Alberta a connu la croissance économique la plus forte au Canada, avec un taux de 6,6 % en 2006. Il s'agit de la quatrième année consécutive de croissance supérieure à la moyenne nationale, le rythme de l'activité économique en Alberta s'étant accéléré de façon constante au cours des six dernières années. Les exportations ont progressé de façon marquée en 2006, tandis que la demande intérieure est demeurée forte.

Le secteur de la construction a continué de croître à un rythme frénétique en 2006, faisant un bond de 17 %. La construction non résidentielle a joué un rôle important, les projets d'infrastructure et la construction dans le secteur pétrolier et gazier ayant poursuivi leur essor.

La fabrication dans la province a aussi dépassé celle du reste du pays, avec une croissance de l'ordre de 10 % pour la troisième année consécutive. Cela a fait progresser les exportations de 6,2 % en 2006, celles-ci ayant essentiellement stagné en 2005. La production agricole a été l'un des rares points faibles de l'économie en 2006.

Graphique 10-a Le PIB de l'Alberta

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Le revenu du travail a progressé rapidement, grâce aux hausses considérables au chapitre de l'emploi. Autant en 2005 qu'en 2006, la croissance des dépenses personnelles, particulièrement en biens durables, a été la plus importante au pays. Le commerce de détail et le commerce de gros ont progressé rapidement au cours des deux dernières années, reflétant le dynamisme économique.

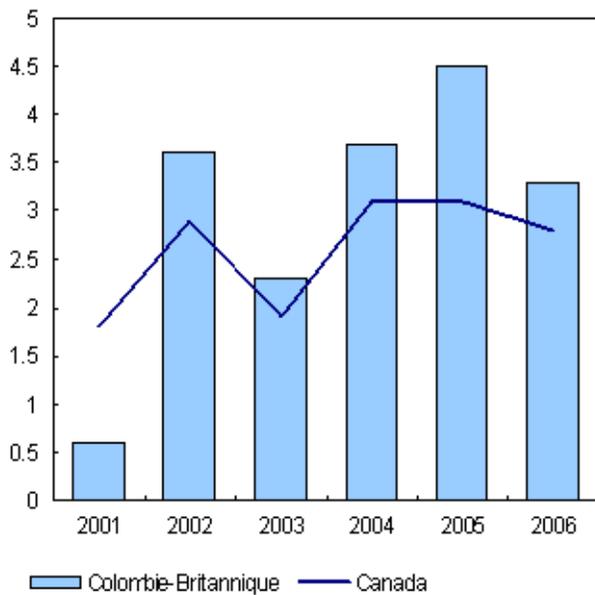
Colombie-Britannique

Décélération de l'économie, mais vigueur soutenue

L'économie de la Colombie-Britannique a continué de croître en 2006 (+3,3 %). L'activité a progressé à un rythme plus lent qu'en 2005, du fait notamment des exportations plus faibles. Néanmoins, il s'agit de la cinquième année consécutive pour laquelle le taux de croissance de la province a dépassé la moyenne nationale.

Graphique 11-a Le PIB de la Colombie-Britannique

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



L'investissement en construction est demeuré dynamique tout au long de la période, la construction résidentielle et non résidentielle enregistrant des hausses importantes. En 2006, ces secteurs ont progressé de 7,4 % et 11 %, respectivement.

Le commerce de gros, le commerce de détail et le transport ont aussi reflété la robustesse de l'activité économique. La croissance de l'emploi, qui a été supérieure à 3 % au cours des deux dernières années, a contribué aux hausses marquées du revenu du travail, y compris une augmentation de 8,5 % en 2006.

Les industries de la fabrication ont continué de progresser au cours des dernières années, en dépit des pressions exercées par la vigueur du dollar. Les exportations ont augmenté à un rythme plus lent, soit 2,5 % en 2006.

Yukon

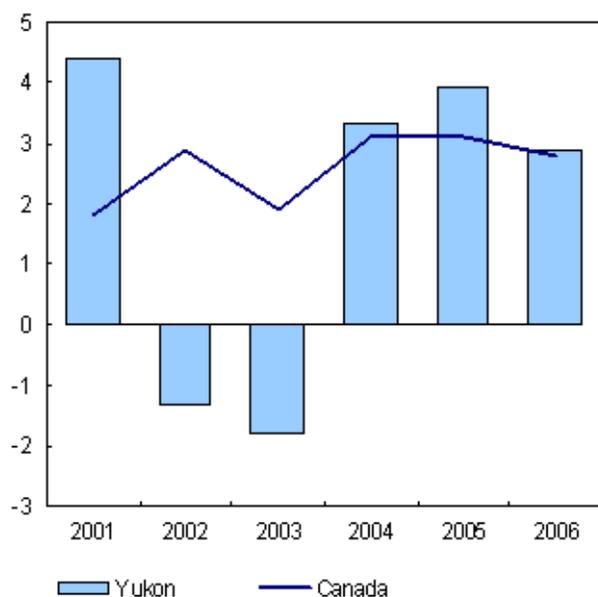
Ralentissement économique en 2006

Après deux années fortes, l'activité économique a ralenti en 2006 (+2,9 %) tout en demeurant supérieure à la moyenne nationale. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle, qui avait contribué dans une large mesure à la croissance économique en 2004 et 2005, a diminué en 2006. Les bénéfices des entreprises ont suivi une tendance similaire.

Le revenu de travail, qui a connu une croissance soutenue de 2004 à 2006, a alimenté les dépenses de consommation. Les dépenses des administrations publiques ont continué de contribuer dans une large mesure à la croissance économique.

Graphique 12-a Le PIB du Yukon

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Territoires du Nord-Ouest

L'activité économique rebondit

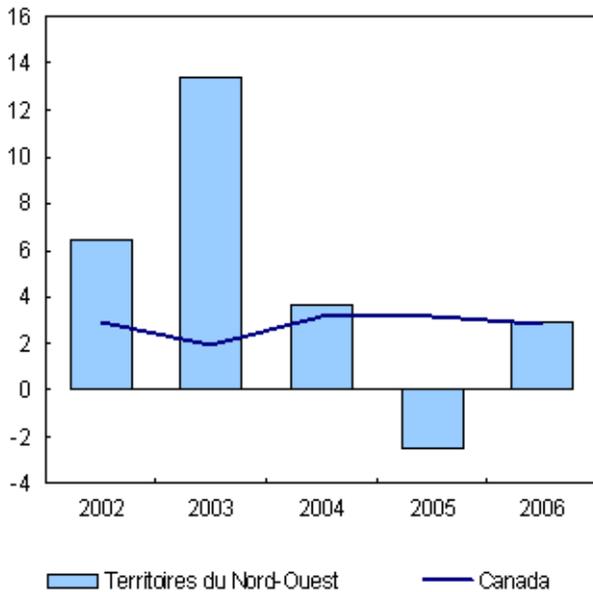
Après un recul marqué en 2005, l'activité économique a rebondi en 2006, le PIB réel ayant connu une hausse de 2,9 %. L'industrie de la construction a fait progresser l'économie, la croissance de la production ayant dépassé 25 % pour la troisième année consécutive. Ces hausses ont touché principalement la construction non résidentielle, la construction résidentielle s'étant repliée en 2005 et 2006.

La production minière, qui comprend les mines de diamants, a diminué à nouveau (-0,5 %), après une baisse plus marquée l'année précédente.

Les dépenses des administrations publiques ont reculé en 2006, tandis que les dépenses de consommation ont progressé de 3,8 %, soit un rythme supérieur à celui des deux dernières années.

Graphique 13-a Le PIB des Territoires du Nord-Ouest

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Nunavut

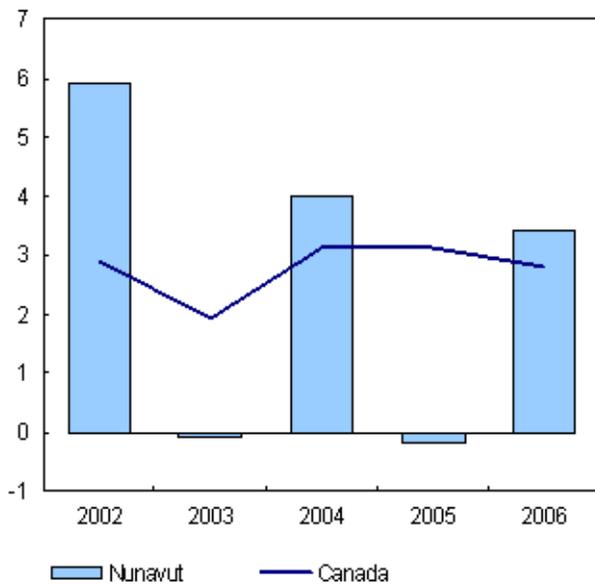
Le secteur minier à la source du revirement économique

Une nouvelle mine de diamants au Nunavut a contribué à faire progresser l'économie en 2006, le PIB réel ayant augmenté de 3,4 %, après une faible baisse (-0,2 %) en 2005. La nouvelle production minière s'est reflétée dans les exportations, qui ont fait un bond de 21 %, après six ans de recul, qui ont été le résultat de plusieurs fermetures de mines importantes au cours de cette période.

L'investissement des entreprises, qui a essentiellement stagné en 2006, a amoindri les effets de l'augmentation dans le secteur minier. Au cours des trois années précédentes, l'investissement des entreprises a affiché des gains marqués et il a été l'un des moteurs de l'économie. L'activité plus grande au chapitre de la production minière s'est traduite par une accélération des dépenses de consommation.

Graphique 14-a Le PIB du Nunavut

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	545 204 8,4	570 008 4,5	593 307 4,1	621 003 4,7	654 957 5,5	694 041 6,0	737 382 6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	135 978 22,8	127 073 -6,5	135 229 6,4	144 501 6,9	169 151 17,1	189 357 11,9	198 859 5,0
Intérêts et revenus divers de placements	66 631 19,7	63 366 -4,9	58 354 -7,9	62 593 7,3	67 032 7,1	75 648 12,9	79 133 4,6
Revenu net des entreprises individuelles	64 944 5,7	68 857 6,0	74 292 7,9	77 181 3,9	81 037 5,0	83 636 3,2	85 980 2,8
Impôts moins subventions	128 340 4,0	128 521 0,1	138 055 7,4	140 452 1,7	148 836 6,0	156 181 4,9	161 582 3,5
Revenu personnel disponible	639 567 7,3	669 196 4,6	694 010 3,7	720 855 3,9	758 569 5,2	791 486 4,3	842 302 6,4
Taux d'épargne personnelle[2]	4,7	5,2	3,5	2,6	2,9	1,6	2,3

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	618 752 4,0	632 781 2,3	655 722 3,6	675 443 3,0	698 138 3,4	724 942 3,8	755 204 4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	210 793 3,1	219 027 3,9	224 428 2,5	231 494 3,1	237 361 2,5	242 557 2,2	250 604 3,3
Formation brute de capital fixe	213 238 4,7	221 713 4,0	225 174 1,6	239 145 6,2	257 565 7,7	279 345 8,5	299 468 7,2
Investissements en stocks	11 520 ...	-5 555 ...	-2 719 ...	5 786 ...	7 914 ...	13 575 ...	10 198 ...
Exportations de biens et services	487 932 8,9	473 474 -3,0	479 185 1,2	468 359 -2,3	490 931 4,8	501 732 2,2	505 344 0,7
Importations de biens et services	443 938 8,1	421 155 -5,1	428 301 1,7	446 014 4,1	483 250 8,3	519 435 7,5	545 268 5,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 100 515 5,2	1 120 146 1,8	1 152 905 2,9	1 174 592 1,9	1 210 656 3,1	1 247 780 3,1	1 282 204 2,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	347 304 6,7	339 779 -2,2	346 175 1,9	350 817 1,3	361 439 3,0	371 208 2,7	375 489 1,2
Industries productrices de services	678 385 4,6	701 115 3,4	722 590 3,1	740 591 2,5	765 423 3,4	788 924 3,1	818 862 3,8
Production industrielle	269 146 7,5	259 607 -3,5	265 106 2,1	265 589 0,2	270 592 1,9	274 884 1,6	274 357 -0,2
Fabrication de biens non durables	74 152 8,2	75 336 1,6	76 612 1,7	76 003 -0,8	75 885 -0,2	75 800 -0,1	74 329 -1,9
Fabrication de biens durables	114 933 11,0	105 759 -8,0	106 124 0,3	105 346 -0,7	109 695 4,1	112 814 2,8	112 470 -0,3
Fabrication	188 925 9,9	181 084 -4,2	182 736 0,9	181 349 -0,8	185 504 2,3	188 478 1,6	186 631 -1,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	26 268 0,3	24 674 -6,1	23 293 -5,6	25 478 9,4	27 685 8,7	28 437 2,7	27 847 -2,1
Construction	51 757 5,5	55 542 7,3	57 775 4,0	59 871 3,6	63 592 6,2	68 527 7,8	74 087 8,1
Commerce de gros	52 519 6,3	53 438 1,7	55 226 3,3	57 767 4,6	60 283 4,4	63 879 6,0	68 383 7,1
Commerce de détail	52 579 6,4	55 234 5,0	58 483 5,9	60 515 3,5	62 870 3,9	65 132 3,6	69 015 6,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	6 357 8,6	6 656 4,7	6 921 4,0	7 388 6,7	7 648 3,5	7 958 4,1	10 266 29,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 302 80,0	2 019 -12,3	3 740 85,2	4 516 20,7	5 153 14,1	6 780 31,6	8 120 19,8
Intérêts et revenus divers de placements	817 -1,9	783 -4,2	759 -3,1	777 2,4	854 9,9	915 7,1	1 165 27,3
Revenu net des entreprises individuelles	936 -1,8	926 -1,1	964 4,1	1 019 5,7	1 059 3,9	998 -5,8	1 003 0,5
Impôts moins subventions	1 622 3,4	1 690 4,2	1 807 6,9	1 926 6,6	1 990 3,3	2 069 4,0	2 078 0,4
Revenu personnel disponible	8 740 4,3	9 116 4,3	9 381 2,9	9 773 4,2	10 041 2,7	10 397 3,5	12 802 23,1
Taux d'épargne personnelle[2]	0,6 ...	1,2 ...	-0,1 ...	-0,8 ...	-1,2 ...	-1,5 ...	14,3 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	8 653 3,0	8 883 2,7	9 145 2,9	9 435 3,2	9 575 1,5	9 718 1,5	9 927 2,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4 220 1,5	4 331 2,6	4 421 2,1	4 555 3,0	4 558 0,1	4 587 0,6	4 695 2,4
Formation brute de capital fixe	3 549 -9,9	3 498 -1,4	3 509 0,3	3 731 6,3	4 184 12,1	4 472 6,9	4 511 0,9
Investissements en stocks	304 ...	186 ...	-120 ...	91 ...	74 ...	101 ...	123 ...
Exportations de biens et services	7 795 12,0	7 614 -2,3	10 084 32,4	11 043 9,5	10 858 -1,7	10 759 -0,9	11 332 5,3
Importations de biens et services	10 486 4,3	10 252 -2,2	10 577 3,2	11 434 8,1	12 158 6,3	12 499 2,8	12 932 3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	14 013 5,2	14 233 1,6	16 457 15,6	17 419 5,8	17 117 -1,7	17 159 0,2	17 719 3,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	4 366 10,0	4 237 -3,0	6 316 49,1	7 058 11,7	6 956 -1,4	6 990 0,5	7 314 4,6
Industries productrices de services	8 132 2,2	8 339 2,5	8 660 3,8	8 866 2,4	9 049 2,1	9 083 0,4	9 248 1,8
Production industrielle	3 466 18,4	3 215 -7,2	5 268 63,9	5 999 13,9	5 789 -3,5	5 769 -0,3	6 048 4,8
Fabrication de biens non durables	582 1,2	543 -6,7	616 13,4	665 8,0	634 -4,7	561 -11,5	581 3,6
Fabrication de biens durables	215 20,8	240 11,6	171 -28,8	243 42,1	211 -13,2	270 28,0	189 -30,0
Fabrication	805 4,3	776 -3,6	786 1,3	911 15,9	863 -5,3	858 -0,6	786 -8,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	375 -1,8	362 -3,5	367 1,4	391 6,5	424 8,4	395 -6,8	396 0,3
Construction	586 -12,4	681 16,2	681 0,0	666 -2,2	738 10,8	833 12,9	875 5,0
Commerce de gros	427 2,2	428 0,2	435 1,6	452 3,9	458 1,3	452 -1,3	465 2,9
Commerce de détail	718 7,0	754 5,0	795 5,4	819 3,0	838 2,3	833 -0,6	851 2,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 746	1 812	1 904	2 009	2 108	2 188	2 246
	8,3	3,8	5,1	5,5	4,9	3,8	2,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	362	368	388	354	375	371	425
	5,2	1,7	5,4	-8,8	5,9	-1,1	14,6
Intérêts et revenus divers de placements	135	150	125	122	142	153	156
	8,9	11,1	-16,7	-2,4	16,4	7,7	2,0
Revenu net des entreprises individuelles	280	303	313	328	331	342	348
	4,1	8,2	3,3	4,8	0,9	3,3	1,8
Impôts moins subventions	407	381	453	473	485	531	554
	5,7	-6,4	18,9	4,4	2,5	9,5	4,3
Revenu personnel disponible	2 420	2 467	2 606	2 635	2 769	2 865	2 989
	6,8	1,9	5,6	1,1	5,1	3,5	4,3
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9	0,6	0,8	-3,1	-2,8	-4,6	-5,2

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 391	2 422	2 505	2 574	2 642	2 707	2 774
	4,5	1,3	3,4	2,8	2,6	2,5	2,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 118	1 162	1 182	1 229	1 248	1 254	1 271
	-2,4	3,9	1,7	4,0	1,5	0,5	1,4
Formation brute de capital fixe	652	672	697	726	760	776	823
	6,2	3,1	3,7	4,2	4,7	2,1	6,1
Investissements en stocks	85	-53	34	17	4	9	58

Exportations de biens et services	2 030	2 001	2 008	2 074	2 198	2 241	2 318
	4,0	-1,4	0,3	3,3	6,0	2,0	3,4
Importations de biens et services	2 668	2 646	2 732	2 842	2 957	3 049	3 188
	7,7	-0,8	3,3	4,0	4,0	3,1	4,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 570	3 532	3 701	3 778	3 893	3 945	4 049
	1,9	-1,1	4,8	2,1	3,0	1,3	2,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	872	822	900	910	924	923	941
	1,9	-5,7	9,5	1,1	1,5	-0,1	2,0
Industries productrices de services	2 317	2 361	2 440	2 499	2 597	2 648	2 711
	2,0	1,9	3,3	2,4	3,9	2,0	2,4
Production industrielle	433	415	411	428	456	481	463
	4,6	-4,2	-1,0	4,1	6,5	5,5	-3,7
Fabrication de biens non durables	277	280	274	275	287	302	275
	5,3	1,1	-2,1	0,4	4,4	5,2	-8,9
Fabrication de biens durables	112	92	99	116	128	138	146
	8,7	-17,9	7,6	17,2	10,3	7,8	5,8
Fabrication	394	376	373	393	414	438	420
	6,5	-4,6	-0,8	5,4	5,3	5,8	-4,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	300	244	326	319	325	300	322
	-3,5	-18,7	33,6	-2,1	1,9	-7,7	7,3
Construction	147	159	163	162	168	165	181
	2,8	8,2	2,5	-0,6	3,7	-1,8	9,7
Commerce de gros	108	104	103	102	104	106	106
	2,9	-3,7	-1,0	-1,0	2,0	1,9	0,0
Commerce de détail	211	226	231	235	244	245	250
	9,3	7,1	2,2	1,7	3,8	0,4	2,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 107	13 606	14 364	14 971	15 534	16 415	16 983
	5,6	3,8	5,6	4,2	3,8	5,7	3,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 281	2 432	2 420	2 796	3 100	3 418	2 939
	24,5	6,6	-0,5	15,5	10,9	10,3	-14,0
Intérêts et revenus divers de placements	1 263	1 288	1 200	1 307	1 205	1 275	1 434
	9,4	2,0	-6,8	8,9	-7,8	5,8	12,5
Revenu net des entreprises individuelles	1 772	1 886	2 016	2 109	2 150	2 156	2 209
	1,5	6,4	6,9	4,6	1,9	0,3	2,5
Impôts moins subventions	2 999	3 172	3 449	3 694	3 912	4 090	4 033
	3,7	5,8	8,7	7,1	5,9	4,6	-1,4
Revenu personnel disponible	17 526	18 126	18 674	19 202	20 062	20 872	21 714
	4,2	3,4	3,0	2,8	4,5	4,0	4,0
Taux d'épargne personnelle[2]	2,3	2,9	0,4	-1,7	-1,5	-2,0	-2,6

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	17 253	17 437	18 086	18 537	18 941	19 306	19 807
	2,4	1,1	3,7	2,5	2,2	1,9	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 880	8 023	8 178	8 278	8 432	8 701	8 952
	0,2	1,8	1,9	1,2	1,9	3,2	2,9
Formation brute de capital fixe	5 139	5 391	5 781	5 815	5 800	6 097	6 475
	-10,9	4,9	7,2	0,6	-0,3	5,1	6,2
Investissements en stocks	203	91	-71	185	119	125	178

Exportations de biens et services	12 027	12 575	13 330	13 458	13 780	13 956	13 500
	9,4	4,6	6,0	1,0	2,4	1,3	-3,3
Importations de biens et services	17 253	17 481	18 246	18 817	19 246	19 902	20 354
	1,2	1,3	4,4	3,1	2,3	3,4	2,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	25 234	26 036	27 082	27 464	27 836	28 336	28 597
	3,1	3,2	4,0	1,4	1,4	1,8	0,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 749	5 996	6 380	6 427	6 826	6 737	6 491
	2,6	4,3	6,4	0,7	6,2	-1,3	-3,7
Industries productrices de services	16 940	17 473	18 132	18 531	19 110	19 585	20 107
	3,0	3,1	3,8	2,2	3,1	2,5	2,7
Production industrielle	3 776	3 854	4 228	4 155	4 542	4 483	4 154
	9,0	2,1	9,7	-1,7	9,3	-1,3	-7,3
Fabrication de biens non durables	1 511	1 545	1 630	1 720	1 828	1 811	1 625
	-7,2	2,3	5,5	5,5	6,3	-0,9	-10,3
Fabrication de biens durables	895	868	1 032	910	1 130	1 092	1 126
	15,8	-3,0	18,9	-11,8	24,2	-3,4	3,1
Fabrication	2 422	2 425	2 662	2 629	2 824	2 775	2 616
	-0,0	0,1	9,8	-1,2	7,4	-1,7	-5,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	676	755	766	800	750	725	684
	3,4	11,7	1,5	4,4	-6,3	-3,3	-5,7
Construction	1 301	1 394	1 385	1 483	1 553	1 549	1 687
	-14,5	7,1	-0,6	7,1	4,7	-0,3	8,9
Commerce de gros	1 079	1 063	1 112	1 113	1 117	1 155	1 160
	2,9	-1,5	4,6	0,1	0,4	3,4	0,4
Commerce de détail	1 444	1 557	1 616	1 652	1 661	1 681	1 756
	6,0	7,8	3,8	2,2	0,5	1,2	4,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	10 604 6,1	10 656 0,5	11 115 4,3	11 740 5,6	12 303 4,8	12 844 4,4	13 379 4,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 846 4,4	1 904 3,1	1 832 -3,8	1 933 5,5	2 470 27,8	2 343 -5,1	2 733 16,6
Intérêts et revenus divers de placements	1 345 4,5	1 320 -1,9	1 167 -11,6	1 243 6,5	1 205 -3,1	1 215 0,8	1 298 6,8
Revenu net des entreprises individuelles	1 253 1,5	1 321 5,4	1 339 1,4	1 353 1,0	1 450 7,2	1 454 0,3	1 478 1,7
Impôts moins subventions	2 430 5,8	2 567 5,6	2 779 8,3	2 960 6,5	3 020 2,0	3 144 4,1	3 145 0,0
Revenu personnel disponible	13 730 4,1	14 167 3,2	14 480 2,2	15 027 3,8	15 789 5,1	16 308 3,3	17 024 4,4
Taux d'épargne personnelle[2]	4,9 ...	5,7 ...	3,1 ...	3,1 ...	4,0 ...	2,9 ...	2,5 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	13 142 2,9	13 254 0,9	13 658 3,0	13 895 1,7	14 232 2,4	14 566 2,3	15 013 3,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 577 -3,0	5 620 0,8	5 717 1,7	5 811 1,6	5 940 2,2	6 102 2,7	6 238 2,2
Formation brute de capital fixe	4 348 1,7	3 691 -15,1	3 746 1,5	4 159 11,0	4 457 7,2	4 766 6,9	4 999 4,9
Investissements en stocks	239 ...	14 ...	110 ...	130 ...	143 ...	109 ...	213 ...
Exportations de biens et services	13 969 3,0	15 608 11,7	16 165 3,6	16 736 3,5	17 150 2,5	17 244 0,5	16 898 -2,0
Importations de biens et services	17 278 2,4	17 952 3,9	18 228 1,5	18 966 4,0	19 849 4,7	20 611 3,8	20 462 -0,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	19 917 2,1	20 248 1,7	21 169 4,5	21 765 2,8	22 069 1,4	22 174 0,5	22 843 3,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 400 2,4	5 304 -1,8	5 626 6,1	5 818 3,4	5 880 1,1	5 693 -3,2	5 973 4,9
Industries productrices de services	12 688 2,7	13 062 2,9	13 489 3,3	13 790 2,2	14 321 3,9	14 556 1,6	14 901 2,4
Production industrielle	3 571 2,8	3 457 -3,2	3 710 7,3	3 829 3,2	3 920 2,4	3 702 -5,6	3 760 1,6
Fabrication de biens non durables	1 659 11,2	1 584 -4,5	1 787 12,8	1 878 5,1	2 014 7,2	1 808 -10,2	1 891 4,6
Fabrication de biens durables	980 -0,3	956 -2,4	1 046 9,4	1 048 0,2	992 -5,3	967 -2,5	957 -1,0
Fabrication	2 600 6,9	2 554 -1,8	2 833 10,9	2 930 3,4	2 926 -0,1	2 703 -7,6	2 773 2,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	656 2,0	777 18,4	845 8,8	762 -9,8	842 10,5	820 -2,6	899 9,6
Construction	1 190 1,3	1 066 -10,4	1 071 0,5	1 223 14,2	1 128 -7,8	1 183 4,9	1 334 12,8
Commerce de gros	787 2,5	825 4,8	867 5,1	936 8,0	962 2,8	971 0,9	956 -1,5
Commerce de détail	1 149 8,3	1 175 2,3	1 198 2,0	1 235 3,1	1 285 4,0	1 317 2,5	1 397 6,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	117 658 8,8	121 990 3,7	127 620 4,6	134 372 5,3	139 561 3,9	144 881 3,8	150 265 3,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 761 3,0	22 523 -5,2	23 182 2,9	21 564 -7,0	25 172 16,7	26 129 3,8	28 606 9,5
Intérêts et revenus divers de placements	14 028 9,4	13 888 -1,0	13 675 -1,5	14 054 2,8	14 826 5,5	16 084 8,5	16 960 5,4
Revenu net des entreprises individuelles	12 416 2,7	13 150 5,9	13 953 6,1	14 643 4,9	15 579 6,4	16 020 2,8	16 343 2,0
Impôts moins subventions	30 080 4,6	30 163 0,3	32 231 6,9	32 966 2,3	34 547 4,8	35 690 3,3	35 677 -0,0
Revenu personnel disponible	139 159 6,2	145 505 4,6	151 871 4,4	158 823 4,6	165 727 4,3	170 612 2,9	178 028 4,3
Taux d'épargne personnelle[2]	3,8 ...	4,7 ...	4,0 ...	3,9 ...	3,6 ...	1,6 ...	1,6 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	135 632 3,3	138 491 2,1	143 093 3,3	147 513 3,1	151 743 2,9	156 469 3,1	161 165 3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	49 828 2,9	51 689 3,7	52 800 2,1	54 586 3,4	55 601 1,9	56 159 1,0	57 626 2,6
Formation brute de capital fixe	39 691 3,4	40 222 1,3	42 954 6,8	46 156 7,5	51 430 11,4	51 092 -0,7	52 986 3,7
Investissements en stocks	3 289 ...	-1 326 ...	-1 267 ...	-84 ...	781 ...	2 865 ...	1 472 ...
Exportations de biens et services	143 896 10,8	141 051 -2,0	141 507 0,3	137 938 -2,5	140 930 2,2	145 196 3,0	147 733 1,7
Importations de biens et services	140 332 9,6	134 612 -4,1	137 307 2,0	141 833 3,3	150 125 5,8	156 753 4,4	161 716 3,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	232 378 4,3	235 832 1,5	241 448 2,4	244 422 1,2	250 673 2,6	255 638 2,0	259 895 1,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	73 260 8,0	72 432 -1,1	73 549 1,5	72 826 -1,0	74 046 1,7	74 883 1,1	74 879 -0,0
Industries productrices de services	141 633 2,9	145 576 2,8	150 300 3,2	153 968 2,4	161 732 5,0	165 874 2,6	170 376 2,7
Production industrielle	59 701 8,4	57 966 -2,9	58 193 0,4	56 954 -2,1	56 320 -1,1	57 307 1,8	57 019 -0,5
Fabrication de biens non durables	20 829 8,0	21 811 4,7	22 384 2,6	21 724 -2,9	21 197 -2,4	21 141 -0,3	20 798 -1,6
Fabrication de biens durables	28 127 11,3	26 034 -7,4	25 098 -3,6	24 271 -3,3	24 617 1,4	25 559 3,8	25 622 0,2
Fabrication	49 477 10,0	48 133 -2,7	47 482 -1,4	45 993 -3,1	45 857 -0,3	46 762 2,0	46 490 -0,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 940 -2,9	4 239 7,6	4 173 -1,6	4 164 -0,2	4 637 11,4	4 652 0,3	4 478 -3,7
Construction	9 632 9,5	10 189 5,8	11 183 9,8	11 709 4,7	12 870 9,9	12 704 -1,3	13 166 3,6
Commerce de gros	10 679 6,8	10 972 2,7	11 365 3,6	11 835 4,1	12 328 4,2	13 008 5,5	13 654 5,0
Commerce de détail	12 094 5,6	12 585 4,1	13 325 5,9	13 698 2,8	14 379 5,0	14 788 2,8	15 608 5,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	233 876 9,0	242 939 3,9	251 315 3,4	262 261 4,4	275 842 5,2	289 245 4,9	302 280 4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	54 356 9,3	49 344 -9,2	60 467 22,5	58 206 -3,7	63 128 8,5	61 967 -1,8	64 407 3,9
Intérêts et revenus divers de placements	18 252 7,8	16 996 -6,9	16 330 -3,9	17 257 5,7	17 912 3,8	20 072 12,1	20 541 2,3
Revenu net des entreprises individuelles	27 684 8,3	29 267 5,7	31 808 8,7	32 630 2,6	33 806 3,6	34 420 1,8	34 807 1,1
Impôts moins subventions	56 975 3,7	59 016 3,6	61 227 3,7	60 545 -1,1	64 859 7,1	67 798 4,5	70 683 4,3
Revenu personnel disponible	265 316 8,7	274 607 3,5	284 156 3,5	293 943 3,4	307 170 4,5	319 255 3,9	335 990 5,2
Taux d'épargne personnelle[2]	7,6 ...	6,8 ...	4,8 ...	3,7 ...	3,4 ...	2,0 ...	2,2 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	248 481 4,9	254 697 2,5	264 488 3,8	272 672 3,1	281 480 3,2	291 554 3,6	301 739 3,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	76 092 3,2	79 346 4,3	81 779 3,1	84 960 3,9	88 435 4,1	90 496 2,3	93 523 3,3
Formation brute de capital fixe	80 867 3,5	82 755 2,3	83 782 1,2	87 940 5,0	91 224 3,7	96 253 5,5	102 529 6,5
Investissements en stocks	4 804 ...	-668 ...	407 ...	28 ...	2 490 ...	3 629 ...	3 290 ...
Exportations de biens et services	327 639 7,8	317 879 -3,0	322 731 1,5	322 376 -0,1	334 568 3,8	341 940 2,2	341 308 -0,2
Importations de biens et services	282 541 7,3	269 435 -4,6	275 265 2,2	283 902 3,1	302 678 6,6	314 441 3,9	322 869 2,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	455 234 5,9	463 357 1,8	477 763 3,1	484 341 1,4	496 208 2,5	510 740 2,9	521 648 2,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	135 619 6,5	132 201 -2,5	134 952 2,1	135 581 0,5	138 377 2,1	140 476 1,5	137 928 -1,8
Industries productrices de services	287 542 6,0	297 286 3,4	305 268 2,7	311 791 2,1	326 926 4,9	337 062 3,1	350 443 4,0
Production industrielle	110 832 7,5	106 030 -4,3	107 639 1,5	107 457 -0,2	109 638 2,0	109 861 0,2	105 848 -3,7
Fabrication de biens non durables	33 710 7,6	34 674 2,9	35 056 1,1	34 759 -0,8	34 952 0,6	34 771 -0,5	33 293 -4,3
Fabrication de biens durables	65 267 8,4	59 420 -9,0	60 580 2,0	60 816 0,4	61 265 0,7	61 114 -0,2	58 832 -3,7
Fabrication	98 834 8,5	93 823 -5,1	95 636 1,9	95 557 -0,1	96 603 1,1	96 264 -0,4	92 480 -3,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5 213 -4,4	4 930 -5,4	4 955 0,5	5 031 1,5	5 201 3,4	5 426 4,3	5 393 -0,6
Construction	19 642 3,3	21 270 8,3	22 358 5,1	23 088 3,3	23 468 1,6	25 052 6,7	26 446 5,6
Commerce de gros	23 877 7,8	24 110 1,0	24 966 3,6	26 251 5,1	27 368 4,3	29 025 6,1	31 058 7,0
Commerce de détail	20 832 7,2	21 785 4,6	23 301 7,0	24 243 4,0	25 103 3,5	25 817 2,8	26 901 4,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	17 146 5,4	17 733 3,4	18 626 5,0	19 421 4,3	20 450 5,3	21 379 4,5	22 447 5,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 890 11,2	2 796 -3,3	3 004 7,4	3 236 7,7	3 965 22,5	4 285 8,1	5 701 33,0
Intérêts et revenus divers de placements	3 041 12,5	3 011 -1,0	2 555 -15,1	1 987 -22,2	2 453 23,5	2 994 22,1	2 963 -1,0
Revenu net des entreprises individuelles	2 245 1,6	2 357 5,0	2 490 5,6	2 548 2,3	2 615 2,6	2 674 2,3	2 753 3,0
Impôts moins subventions	4 259 6,2	4 399 3,3	4 801 9,1	4 806 0,1	4 889 1,7	4 896 0,1	5 171 5,6
Revenu personnel disponible	22 102 4,6	22 974 3,9	23 678 3,1	24 436 3,2	25 670 5,0	26 326 2,6	27 713 5,3
Taux d'épargne personnelle[2]	4,9 ...	4,8 ...	3,1 ...	2,9 ...	3,2 ...	0,7 ...	1,0 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	21 472 2,2	21 877 1,9	22 501 2,9	22 856 1,6	23 601 3,3	24 305 3,0	25 107 3,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 243 1,9	8 539 3,6	8 758 2,6	9 128 4,2	9 298 1,9	9 403 1,1	9 542 1,5
Formation brute de capital fixe	5 912 -1,6	6 136 3,8	6 215 1,3	6 411 3,2	6 884 7,4	6 960 1,1	7 896 13,4
Investissements en stocks	548 ...	-153 ...	34 ...	913 ...	247 ...	53 ...	580 ...
Exportations de biens et services	22 045 5,1	22 590 2,5	22 586 -0,0	22 848 1,2	23 941 4,8	24 772 3,5	25 414 2,6
Importations de biens et services	22 431 2,1	22 908 2,1	23 540 2,8	25 081 6,5	25 941 3,4	26 488 2,1	28 205 6,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	35 708 4,3	35 996 0,8	36 559 1,6	37 059 1,4	38 033 2,6	39 061 2,7	40 323 3,2
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	9 479 7,9	9 044 -4,6	9 232 2,1	9 334 1,1	9 539 2,2	9 945 4,3	10 569 6,3
Industries productrices de services	23 272 3,2	23 918 2,8	24 382 1,9	24 700 1,3	25 718 4,1	26 247 2,1	26 855 2,3
Production industrielle	6 282 9,8	6 079 -3,2	6 196 1,9	6 134 -1,0	6 534 6,5	6 957 6,5	7 142 2,7
Fabrication	4 332 9,7	4 176 -3,6	4 346 4,1	4 356 0,2	4 548 4,4	4 696 3,3	4 720 0,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 998 13,0	1 657 -17,1	1 700 2,6	1 855 9,1	1 712 -7,7	1 574 -8,1	1 794 14,0
Construction	1 217 -7,2	1 363 12,0	1 336 -2,0	1 350 1,0	1 380 2,2	1 483 7,5	1 721 16,0
Commerce de gros	1 885 1,9	1 891 0,3	1 957 3,5	1 923 -1,7	1 948 1,3	2 020 3,7	2 059 1,9
Commerce de détail	1 846 4,9	1 958 6,1	2 054 4,9	2 135 3,9	2 247 5,2	2 322 3,3	2 409 3,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 383	13 965	14 617	15 427	16 080	17 047	18 221
	4,4	4,3	4,7	5,5	4,2	6,0	6,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	5 629	4 442	4 804	5 334	7 195	9 328	10 205
	43,3	-21,1	8,1	11,0	34,9	29,6	9,4
Intérêts et revenus divers de placements	2 929	2 560	2 582	2 700	3 030	3 137	3 232
	21,9	-12,6	0,9	4,6	12,2	3,5	3,0
Revenu net des entreprises individuelles	1 875	1 953	2 014	2 067	2 113	2 175	2 263
	5,6	4,2	3,1	2,6	2,2	2,9	4,0
Impôts moins subventions	3 687	3 740	3 616	3 799	4 044	4 400	4 755
	-1,7	1,4	-3,3	5,1	6,4	8,8	8,1
Revenu personnel disponible	18 187	18 494	19 049	20 238	21 797	21 998	22 853
	3,8	1,7	3,0	6,2	7,7	0,9	3,9
Taux d'épargne personnelle[2]	-0,9	-2,6	-4,6	-2,5	1,7	-2,3	-3,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	18 740	18 991	19 480	19 885	20 244	20 864	21 672
	2,6	1,3	2,6	2,1	1,8	3,1	3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 075	7 330	7 506	7 634	7 639	7 838	8 076
	1,3	3,6	2,4	1,7	0,1	2,6	3,0
Formation brute de capital fixe	7 474	7 401	6 987	7 585	7 693	8 961	9 798
	-0,5	-1,0	-5,6	8,6	1,4	16,5	9,3
Investissements en stocks	381	-618	-474	1 491	1 334	1 786	635

Exportations de biens et services	24 179	24 613	23 954	23 692	25 884	26 360	26 812
	6,4	1,8	-2,7	-1,1	9,3	1,8	1,7
Importations de biens et services	22 684	22 945	23 120	24 254	25 410	27 001	28 738
	3,7	1,2	0,8	4,9	4,8	6,3	6,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	34 820	34 487	34 343	35 921	37 303	38 598	38 433
	2,6	-1,0	-0,4	4,6	3,8	3,5	-0,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	15 208	13 857	12 978	14 325	14 956	15 710	14 978
	1,6	-8,9	-6,3	10,4	4,4	5,0	-4,7
Industries productrices de services	18 653	19 267	19 754	20 126	20 867	21 265	21 959
	2,7	3,3	2,5	1,9	3,7	1,9	3,3
Production industrielle	9 080	9 064	8 752	9 342	9 604	9 808	9 196
	3,7	-0,2	-3,4	6,7	2,8	2,1	-6,2
Fabrication de biens non durables	1 264	1 343	1 198	1 245	1 337	1 297	1 235
	23,0	6,3	-10,8	3,9	7,4	-3,0	-4,8
Fabrication de biens durables	1 193	1 129	1 083	1 054	1 288	1 425	1 518
	-0,7	-5,4	-4,1	-2,7	22,2	10,6	6,5
Fabrication	2 470	2 495	2 281	2 299	2 622	2 735	2 779
	10,9	1,0	-8,6	0,8	14,0	4,3	1,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 912	3 151	2 593	3 158	3 833	4 181	3 983
	-1,2	-35,9	-17,7	21,8	21,4	9,1	-4,7
Construction	1 584	1 677	1 633	1 666	1 726	2 005	2 096
	-1,5	5,9	-2,6	2,0	3,6	16,2	4,5
Commerce de gros	1 634	1 639	1 648	1 715	1 796	1 851	1 949
	3,4	0,3	0,5	4,1	4,7	3,1	5,3
Commerce de détail	1 523	1 592	1 668	1 678	1 734	1 798	1 911
	5,1	4,5	4,8	0,6	3,3	3,7	6,3

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	60 392 10,6	67 757 12,2	70 868 4,6	74 629 5,3	81 698 9,5	92 693 13,5	104 442 12,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	30 206 86,0	28 909 -4,3	23 229 -19,6	32 944 41,8	40 229 22,1	53 454 32,9	53 190 -0,5
Intérêts et revenus divers de placements	14 395 62,5	14 294 -0,7	10 869 -24,0	13 661 25,7	15 198 11,3	19 523 28,5	21 045 7,8
Revenu net des entreprises individuelles	7 143 7,1	7 771 8,8	8 495 9,3	8 841 4,1	9 380 6,1	10 036 7,0	10 811 7,7
Impôts moins subventions	10 015 4,1	7 297 -27,1	10 942 50,0	11 375 4,0	12 178 7,1	13 357 9,7	14 321 7,2
Revenu personnel disponible	67 790 9,6	75 535 11,4	78 323 3,7	81 942 4,6	89 308 9,0	97 528 9,2	109 732 12,5
Taux d'épargne personnelle[2]	4,5 ...	9,5 ...	7,1 ...	6,3 ...	8,8 ...	9,1 ...	10,8 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	66 086 5,0	68 454 3,6	71 241 4,1	73 666 3,4	77 372 5,0	82 833 7,1	89 599 8,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	21 055 6,1	21 907 4,0	22 621 3,3	23 687 4,7	24 277 2,5	25 417 4,7	26 788 5,4
Formation brute de capital fixe	40 102 16,8	44 082 9,9	43 585 -1,1	47 040 7,9	51 784 10,1	63 105 21,9	68 885 9,2
Investissements en stocks	920 ...	-1 390 ...	-1 598 ...	1 247 ...	-750 ...	1 409 ...	350 ...
Exportations de biens et services	92 734 8,9	93 105 0,4	93 996 1,0	94 600 0,6	101 418 7,2	101 155 -0,3	107 475 6,2
Importations de biens et services	76 161 14,7	78 762 3,4	79 142 0,5	84 748 7,1	90 887 7,2	101 046 11,2	108 938 7,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	144 886 6,1	147 394 1,7	150 594 2,2	155 359 3,2	163 457 5,2	172 047 5,3	183 372 6,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	65 155 6,7	63 571 -2,4	62 863 -1,1	64 092 2,0	75 009 17,0	79 402 5,9	84 376 6,3
Industries productrices de services	73 722 6,3	78 270 6,2	81 403 4,0	84 935 4,3	89 528 5,4	93 777 4,7	100 439 7,1
Production industrielle	50 273 4,2	48 355 -3,8	48 600 0,5	48 711 0,2	58 014 19,1	59 777 3,0	62 736 5,0
Fabrication de biens non durables	7 398 13,7	6 461 -12,7	6 444 -0,3	6 383 -0,9	6 789 6,4	6 911 1,8	7 450 7,8
Fabrication de biens durables	6 223 21,1	6 418 3,1	6 172 -3,8	6 010 -2,6	7 216 20,1	8 445 17,0	9 361 10,8
Fabrication	13 684 17,4	12 964 -5,3	12 616 -2,7	12 387 -1,8	14 046 13,4	15 439 9,9	16 909 9,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 948 1,5	4 135 -16,4	3 117 -24,6	4 351 39,6	5 061 16,3	5 353 5,8	4 851 -9,4
Construction	10 222 19,2	11 098 8,6	11 146 0,4	11 180 0,3	12 356 10,5	15 011 21,5	17 552 16,9
Commerce de gros	6 374 6,3	6 651 4,3	6 706 0,8	7 079 5,6	7 485 5,7	8 073 7,9	9 114 12,9
Commerce de détail	5 455 6,6	6 012 10,2	6 493 8,0	6 752 4,0	6 870 1,7	7 459 8,6	8 512 14,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	68 369 6,8	70 044 2,4	72 900 4,1	75 605 3,7	80 376 6,3	85 799 6,7	93 102 8,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	11 596 24,6	11 392 -1,8	11 389 -0,0	12 364 8,6	16 691 35,0	19 980 19,7	21 322 6,7
Intérêts et revenus divers de placements	10 184 21,7	8 834 -13,3	8 828 -0,1	9 151 3,7	9 753 6,6	9 880 1,3	9 920 0,4
Revenu net des entreprises individuelles	9 078 4,1	9 637 6,2	10 591 9,9	11 312 6,8	12 196 7,8	12 984 6,5	13 576 4,6
Impôts moins subventions	15 608 4,2	15 810 1,3	16 443 4,0	17 580 6,9	18 562 5,6	19 856 7,0	20 809 4,8
Revenu personnel disponible	81 901 5,8	85 332 4,2	88 594 3,8	91 505 3,3	96 714 5,7	101 559 5,0	109 579 7,9
Taux d'épargne personnelle[2]	-1,5	-1,0	-2,9	-4,5	-4,7	-5,6	-4,7

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	84 482 3,0	86 296 2,1	89 238 3,4	92 250 3,4	96 228 4,3	100 482 4,4	105 986 5,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	26 672 4,1	27 952 4,8	28 260 1,1	28 357 0,3	28 535 0,6	29 094 2,0	30 331 4,3
Formation brute de capital fixe	24 010 2,6	25 672 6,9	25 912 0,9	27 977 8,0	31 168 11,4	34 282 10,0	37 620 9,7
Investissements en stocks	2 053 ...	-357 ...	238 ...	665 ...	547 ...	1 418 ...	1 134 ...
Exportations de biens et services	63 050 8,6	61 927 -1,8	62 706 1,3	63 918 1,9	67 106 5,0	70 408 4,9	72 158 2,5
Importations de biens et services	67 745 7,6	67 912 0,2	68 144 0,3	71 816 5,4	77 165 7,4	82 846 7,4	89 594 8,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	132 578 4,6	133 403 0,6	138 193 3,6	141 435 2,3	146 629 3,7	153 208 4,5	158 335 3,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	31 322 7,5	30 714 -1,9	31 664 3,1	32 429 2,4	35 026 8,0	36 925 5,4	38 064 3,1
Industries productrices de services	90 128 3,5	92 061 2,1	95 097 3,3	97 599 2,6	101 854 4,4	105 808 3,9	109 807 3,8
Production industrielle	21 119 12,5	20 162 -4,5	20 906 3,7	21 011 0,5	22 613 7,6	23 769 5,1	24 108 1,4
Fabrication de biens non durables	5 132 8,6	5 233 2,0	5 169 -1,2	5 256 1,7	5 119 -2,6	5 454 6,5	5 344 -2,0
Fabrication de biens durables	9 481 23,5	8 319 -12,3	8 518 2,4	8 629 1,3	9 461 9,6	9 995 5,6	10 562 5,7
Fabrication	14 990 16,7	13 667 -8,8	13 687 0,1	13 884 1,4	15 008 8,1	15 902 6,0	16 370 2,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 359 -1,5	4 474 2,6	4 429 -1,0	4 500 1,6	4 830 7,3	4 945 2,4	4 941 -0,1
Construction	5 795 -1,5	6 021 3,9	6 328 5,1	6 927 9,5	7 673 10,8	8 292 8,1	9 104 9,8
Commerce de gros	5 567 3,2	5 656 1,6	5 969 5,5	6 258 4,8	6 616 5,7	7 121 7,6	7 775 9,2
Commerce de détail	7 122 5,3	7 398 3,9	7 597 2,7	7 856 3,4	8 300 5,7	8 648 4,2	9 180 6,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	681	689	708	729	780	826	876
	8,1	1,2	2,8	3,0	7,0	5,9	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	71	116	74	68	77	105	99
	91,9	63,4	-36,2	-8,1	13,2	36,4	-5,7
Intérêts et revenus divers de placements	54	50	46	50	54	63	69
	-3,6	-7,4	-8,0	8,7	8,0	16,7	9,5
Revenu net des entreprises individuelles	84	88	95	101	107	115	120
	9,1	4,8	8,0	6,3	5,9	7,5	4,3
Impôts moins subventions	82	86	92	96	98	99	103
	3,8	4,9	7,0	4,3	2,1	1,0	4,0
Revenu personnel disponible	823	853	910	935	987	1 096	1 106
	6,7	3,6	6,7	2,7	5,6	11,0	0,9
Taux d'épargne personnelle[2]	16,2	15,6	16,8	13,9	15,2	19,7	15,3

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	696	715	739	776	801	829	874
	6,9	2,7	3,4	5,0	3,2	3,5	5,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	646	620	654	638	654	685	706
	1,4	-4,0	5,5	-2,4	2,5	4,7	3,1
Formation brute de capital fixe	263	311	314	325	380	461	437
	-13,2	18,3	1,0	3,5	16,9	21,3	-5,2
Investissements en stocks	11	8	18	10	-3	2	2

Exportations de biens et services	393	412	366	343	344	336	343
	0,8	4,8	-11,2	-6,3	0,3	-2,3	2,1
Importations de biens et services	793	797	835	860	904	988	1 002
	-2,0	0,5	4,8	3,0	5,1	9,3	1,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 217	1 270	1 254	1 231	1 272	1 322	1 360
	3,9	4,4	-1,3	-1,8	3,3	3,9	2,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	167	186	168	140	173	188	192
	2,5	11,4	-9,7	-16,7	23,6	8,7	2,1
Industries productrices de services	993	1 012	1 024	1 033	1 061	1 095	1 130
	4,7	1,9	1,2	0,9	2,7	3,2	3,2
Production industrielle	97	97	90	66	86	85	90
	6,6	0,0	-7,2	-26,7	30,3	-1,2	5,9
Fabrication	16	15	10	10	11	12	15
	77,8	-6,3	-33,3	0,0	10,0	9,1	25,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5	5	4	4	4	4	3
	25,0	0,0	-20,0	0,0	0,0	0,0	-25,0
Construction	67	85	75	73	88	109	107
	-2,9	26,9	-11,8	-2,7	20,5	23,9	-1,8
Commerce de gros	40	39	33	34	34	37	40
	2,6	-2,5	-15,4	3,0	0,0	8,8	8,1
Commerce de détail	64	70	74	75	76	80	84
	3,2	9,4	5,7	1,4	1,3	5,3	5,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 124	1 296	1 399	1 455	1 537	1 666	1 720
	6,5	15,3	7,9	4,0	5,6	8,4	3,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	568	764	643	1 129	1 528	1 160	1 053
	5,8	34,5	-15,8	75,6	35,3	-24,1	-9,2
Intérêts et revenus divers de placements	163	168	197	258	364	307	320
	94,0	3,1	17,3	31,0	41,1	-15,7	4,2
Revenu net des entreprises individuelles	122	136	147	158	176	180	182
	1,7	11,5	8,1	7,5	11,4	2,3	1,1
Impôts moins subventions	138	154	168	183	197	200	203
	11,3	11,6	9,1	8,9	7,7	1,5	1,5
Revenu personnel disponible	1 133	1 292	1 326	1 363	1 449	1 528	1 566
	6,8	14,0	2,6	2,8	6,3	5,5	2,5
Taux d'épargne personnelle[2]	16,2	22,9	20,8	18,0	19,4	19,6	17,4

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	964	996	1 025	1 065	1 098	1 130	1 173
	4,6	3,3	2,9	3,9	3,1	2,9	3,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 013	1 049	1 075	1 130	1 144	1 144	1 140
	-1,5	3,6	2,5	5,1	1,2	0,0	-0,3
Formation brute de capital fixe	881	1 423	1 318	832	1 268	1 469	1 719
	46,6	61,5	-7,4	-36,9	52,4	15,9	17,0
Investissements en stocks	40	5	-3	23	-4	13	9

Exportations de biens et services	1 351	1 613	1 830	2 508	2 575	2 430	2 396
	22,3	19,4	13,5	37,0	2,7	-5,6	-1,4
Importations de biens et services	1 885	2 216	2 206	2 144	2 535	2 706	2 838
	28,6	17,6	-0,5	-2,8	18,2	6,7	4,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 351	2 850	3 033	3 440	3 563	3 473	3 575
	6,4	21,2	6,4	13,4	3,6	-2,5	2,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	812	1 285	1 356	1 699	1 814	1 718	1 773
	9,9	58,3	5,5	25,3	6,8	-5,3	3,2
Industries productrices de services	1 405	1 465	1 560	1 638	1 732	1 767	1 803
	1,6	4,3	6,5	5,0	5,7	2,0	2,0
Production industrielle	574	887	1 019	1 447	1 487	1 336	1 309
	-0,7	54,5	14,9	42,0	2,8	-10,2	-2,0
Fabrication	9	20	21	13	9	10	7
	50,0	122,2	5,0	-38,1	-30,8	11,1	-30,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	15	16	17	17	19	19	19
	-11,8	6,7	6,3	0,0	11,8	0,0	0,0
Construction	238	397	320	230	303	379	480
	42,5	66,8	-19,4	-28,1	31,7	25,1	26,6
Commerce de gros	51	50	53	58	58	62	67
	4,1	-2,0	6,0	9,4	0,0	6,9	8,1
Commerce de détail	85	86	91	94	96	102	106
	4,9	1,2	5,8	3,3	2,1	6,3	3,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	480	557	627	656	700	738	768
	11,4	16,0	12,6	4,6	6,7	5,4	4,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	110	64	57	57	68	37	59
	17,0	-41,8	-10,9	0,0	19,3	-45,6	59,5
Intérêts et revenus divers de placements	25	24	21	26	36	30	30
	4,2	-4,0	-12,5	23,8	38,5	-16,7	0,0
Revenu net des entreprises individuelles	56	62	67	72	75	82	87
	12,0	10,7	8,1	7,5	4,2	9,3	6,1
Impôts moins subventions	38	45	47	49	55	51	50
	5,6	18,4	4,4	4,3	12,2	-7,3	-2,0
Revenu personnel disponible	656	697	747	808	856	877	920
	6,5	6,3	7,2	8,2	5,9	2,5	4,9
Taux d'épargne personnelle[2]	44,4	43,5	43,1	43,2	43,6	41,8	40,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	372	396	418	443	460	476	499
	5,1	6,5	5,6	6,0	3,8	3,5	4,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	738	795	817	824	876	911	903
	3,9	7,7	2,8	0,9	6,3	4,0	-0,9
Formation brute de capital fixe	252	279	277	382	439	437	483
	-9,0	10,7	-0,7	37,9	14,9	-0,5	10,5
Investissements en stocks	15	16	-27	15	13	2	1

Exportations de biens et services	294	288	283	167	165	152	184
	23,0	-2,0	-1,7	-41,0	-1,2	-7,9	21,1
Importations de biens et services	825	875	817	887	967	990	1 045
	3,9	6,1	-6,6	8,6	9,0	2,4	5,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	848	898	951	950	988	986	1 020
	8,3	5,9	5,9	-0,1	4,0	-0,2	3,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	199	193	190	140	156	145	161
	13,1	-3,0	-1,6	-26,3	11,4	-7,1	11,0
Industries productrices de services	619	674	726	753	791	804	819
	9,4	8,9	7,7	3,7	5,0	1,6	1,9
Production industrielle	136	126	93	30	36	28	42
	24,8	-7,4	-26,2	-67,7	20,0	-22,2	50,0
Fabrication	2	2	2	1	1	1	2
	100,0	0,0	0,0	-50,0	0,0	0,0	100,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1	1	1	1	1	1
	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	59	62	97	125	141	139	141
	-6,3	5,1	56,5	28,9	12,8	-1,4	1,4
Commerce de gros	8	8	9	11	11	11	10
	14,3	0,0	12,5	22,2	0,0	0,0	-9,1
Commerce de détail	38	38	40	42	43	45	46
	5,6	0,0	5,3	5,0	2,4	4,7	2,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; et 2) le PIB par industrie.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Cette diffusion inclut des révisions à partir de 2003. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ont été mises à jour jusqu'en 2005.

À propos de : *Comptes économiques provinciaux*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques provinciaux*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs—Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques